

la cause du peuple



Pour un journal indépendant et révolutionnaire

N°55 SEPTEMBRE-OCTOBRE 2021

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO



L'ÉTAT BOURGEOIS, NOTRE ENNEMI MORTEL

Dans 6 mois, ce sera la fin de 5 ans de Macron. Que s'est-il passé pendant ces 5 ans ? L'État bourgeois, dont Macron est le chef, est-il resté stable ? Ou a-t-il au contraire connu des bouleversements ? (p.2)



**MACRON : BILAN DE
5 ANS DE RÉFORMES
ANTI-POPULAIRES** (p.4)



**LOIS SUR L'AVORTEMENT :
POLITIQUES PATRIARCALES
DE L'ÉTAT BOURGEOIS** (p.17)

**QU'EST-CE QUE
L'ÉTAT ?**

(p.10)

L'ÉTAT BOURGEOIS, NOTRE ENNEMI MORTEL

Dans 6 mois, ce sera la fin de 5 ans de Macron. Sauf, évidemment, s'il est réélu lors de la mascarade électorale qui s'annonce et fait déjà les gros titres de BFM, CNews... Que s'est-il passé pendant ces 5 ans ? L'État bourgeois, dont Macron est le chef, est-il resté stable ? Ou a-t-il au contraire connu des bouleversements ?

Pour répondre, il faut regarder en arrière. 2017 nous paraît bien loin ! Souvenez-vous ! A cette période, Macron se prétendait « progressiste », « social », même « écologiste » ! Il faisait des grandes interventions contre Trump et lançait des appels à la « start-up nation ». Et puis entre temps, il y a eu les Gilets Jaunes, la Loi Sécurité Globale, la Loi Séparatisme, les retraites, le chômage, le COVID... Darmanin, Le Maire, Castex et autres sont venus garnir le casting de « nos » ministres, jusque là composé de débris qui avaient quitté le vieux Parti Socialiste. Bref, personne ne croit à un Macron « progressiste » aujourd'hui.

Mais tout ça n'est pas une question de gouvernement. Macron en est justement la preuve : lui, venu de la « gauche », a tiré à lui la « droite » pour appliquer un programme dans la continuité de tous les politiciens français. Dès 2017, il avait par exemple annoncé vouloir faire rentrer l'État d'urgence dans la loi. Quant à son « ennemie », Marine Le Pen, les ministres de Macron se permettent même de lui dire qu'elle est « trop molle », comme Darmanin ce printemps.

Non, ce qu'il se passe en France nous rappelle la nature de l'État dans lequel nous vivons. C'est un État de la bourgeoisie, cette classe qui détient le pouvoir aujourd'hui, dont la tâche essentielle est d'assurer la domination bourgeoise sur le reste de la société, particulièrement le prolétariat qui compose la majorité de la population.

Cet État bourgeois se restructure face à la crise : il jette au feu le vernis « social » avec lequel il avait voulu enfumer le grand public. Il se renforce nettement à travers toutes les lois répressives, de surveillance, de contrôle et d'emprisonnement... Avec le COVID, cette dynamique s'accélère aux yeux de tout le monde.

On ne peut pas s'opposer à cette situation tout en voulant préserver l'État bourgeois. Ce serait comme vouloir le beurre et l'argent du beurre. Non, le seul moyen de l'enrayer, c'est de lutter contre cet État en général, de voir sa nature réactionnaire qui apparaît au grand jour à chaque fois que la façade de la « République Sociale » se craquelle. Nous parlerons dans ce numéro de tout cela : des réformes du gouvernement, des lois répressives, de ce qui se cache derrière les « aides » internationales, de ce que la révolution peut faire pour répondre à ces questions en France et partout dans le monde.

Les derniers instants du premier quinquennat de Macron nous rappellent plus que jamais cette vérité : l'État bourgeois ne sera jamais notre État, tout le pouvoir doit aller au prolétariat.



Dîner de gala au Palais de l'Élysée pendant que 3,5 millions de personnes subissent l'insécurité alimentaire en France

BRÈVES DE LUTTE

APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE LE 5 OCTOBRE 2021

Les principales organisations syndicales du pays appellent, le 5 octobre 2021, à une journée de grève et de mobilisation générale. La CGT, FO, la FSU, Solidaires et plusieurs organisations de jeunesse ont annoncé la mobilisation pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des perspectives d'emplois, mais aussi dans la perspective de la réforme des retraites, que le gouvernement a repoussé au prochain quinquennat si Macron est réélu. La CFE-CGC, premier syndicat des cadres, a refusé de se joindre à ce mouvement. Le gouvernement va d'ores et déjà tenter de casser le mouvement dans l'œuf en recevant organisations syndicales et patronales lors du mois de septembre pour les convaincre de sa réforme des retraites. C'est après le mouvement de grève de l'hiver 2019 que le gouvernement avait retiré sa première tentative de réforme des retraites.

LYON : OPPOSITION AUX RÉFORMES APPLIQUÉES PAR LES ÉCOLOS ET LEURS ALLIÉS

A Lyon, la mairie est contrôlée par les écolos et leurs alliés de gauche (France Insoumise, PCF, PS...). Cette majorité doit appliquer la loi de Macron concernant la réduction du nombre de fonctionnaires territoriaux et l'augmentation de leur temps de travail. Or, ces fonctionnaires ne se laissent pas faire : un large mouvement intersyndical avait appelé à la grève pour la rentrée scolaire. C'est sans compter nos amis écolos et de gauche de la municipalité ! Le 23 août, la direction générale des services de Lyon annonce aux agents une limitation de leur droit de grève, précisément pour les dates prévues. Ce sont les élus écolos, ainsi que l'adjoint aux services publics France Insoumise, qui sont les plus virulents contre la grève. Comme le résume un militant CGT : « Même sous Gérard Colomb

[ancien maire de Lyon et ministre de Macron] on n'avait jamais vu ça ».

AUBERVILLIERS : LA POLICE MUNICIPALE RACKETTE ET EXPULSE LES MIGRANTS

Après avoir été accusée de propos racistes en juin de cette année, la Police municipale d'Aubervilliers refait parler d'elle. Dans cette ville de proche banlieue parisienne, la police municipale est aux yeux de tous une milice armée. Aujourd'hui, plusieurs associations dénoncent la police municipale sur des bases humanitaires. Des agents ont en effet détruit illégalement des tentes et du matériel appartenant à des migrants qui tentaient de s'installer le long du canal Saint-Denis. Avec l'automne qui arrive et les expulsions de Paris depuis plusieurs années, ce canal est un des derniers refuges possibles. Le Parisien rapporte les propos des policiers : « Ici, on ne veut pas que ça commence à squatter. Les tentes, on les prend et on les fout à la poubelle ». Cette situation rappelle bien de quel côté se trouvent ces mercenaires, employés par une mairie dont le seul objectif est l'expulsion des migrants et des pauvres afin de valoriser les terrains pour les promoteurs immobiliers.

MAGASINS ACTION : UNE GRÈVE LOCALE SE GÉNÉRALISE PARTOUT EN FRANCE

Pour la première fois depuis son implantation en France il y a une dizaine d'années, la chaîne de magasins Action, connus pour ses prix bas, vit un mouvement de grève. En Eure-et-Loir, un magasin s'était mis en grève. La raison ? Il n'y avait aucun responsable dans le magasin et leurs conditions de travail s'étaient détériorées. En quelques jours, plusieurs autres magasins partout en France se sont mis en grève également. Sauf que la revendication avait bien vite changé ! Ce qui s'était généralisé, c'était la demande de meilleurs

salaires. La CGT dénonce un « ras-le-bol général » dû aux bas salaires et aux départs non remplacés. Le groupe ne prévoit pas de mesures sociales malgré ce mouvement, alors qu'il emploie 12 000 personnes en France. Lorsqu'un mouvement local s'enclenche, il n'est pas rare qu'il emporte avec lui tous les mécontentements !

MACRON S'ACHARNE CONTRE LES GRÉVISTES À MARSEILLE

Emmanuel Macron pas fan des grèves ? Voilà une nouvelle qui n'étonnera pas grand monde après 5 ans de sa politique. Mais le chef de l'État n'a pas hésité à le rappeler lors de sa visite à Marseille, où il s'est concentré sur la question de l'école. En effet, de nombreuses cantines étaient en grève partout en France, y compris à Marseille, car les employé.e.s de ces cantines étaient concerné.e.s par l'augmentation du temps de travail issue d'une réforme du gouvernement. Macron n'a pas hésité à lancer à la ville de Marseille : « Vous avez un problème avec vos personnels municipaux et vous avez trop de grèves. » Trop de grèves à Marseille ? Nous préférons dire que pour que le président s'exprime si peu à ce sujet, c'est sûrement qu'il n'y en a au contraire pas assez ! Macron a beau jouer au chantage et faire miroiter des investissements de l'État si les grévistes se calment, ce n'est pas comme ça que ça marche. Encore une fois, « notre » président est bel et bien persuadé que diriger le peuple, c'est comme diriger un âne : avec un bâton et une carotte. Il devrait faire attention à ce que le bâton ne se retourne pas contre lui.

MACRON : BILAN DE 5 ANS DE RÉFORMES ANTI-POPULAIRES

Le premier quinquennat de Macron, commencé en 2017, touche à sa fin. Depuis la fin de l'été, tout ce qui est annoncé par le président, ce sont bien plus des promesses de campagne, s'il est réélu, que des mesures claires. Mais pendant tout son mandat, Macron a conduit de très nombreuses réformes, c'était même son mot d'ordre ! Oui, mais des réformes pour qui ? Pour le prolétariat et la majorité de la population qui vit en France, ou pour les amis bourgeois de Macron ? Dans cet article, nous allons faire le bilan de ces réformes et exposer leur nature anti-populaire, qui a contribué à faire grossir la détestation de Macron et de sa politique chez énormément de membres du prolétariat.

2017-2018 : UNE ANNÉE EN CONTINUITÉ AVEC HOLLANDE

Macron, une fois élu au printemps 2017, installe immédiatement un Premier ministre de droite et une assemblée nationale « renouvelée » avec des chefs d'entreprise, des membres de la « société civile », des « experts »... Mais il ne faut pas oublier que ce « nouveau monde » (c'était le slogan macroniste) est en droite lignée avec le gouvernement du Parti socialiste qui est venu juste avant. Macron avait été ministre de François Hollande, et c'était déjà lui qui était à l'inspiration des réformes sur le Code du travail en 2016.

Lorsqu'il est arrivé à la tête de l'État, Macron a très vite lancé des réformes de ce genre : une nouvelle attaque sur le Code du travail, qui visait à « donner de la visibilité aux entreprises » (il faut lire « rassurer les patrons ») et une ouverture de la SNCF à la concurrence privée pour « améliorer le service » (il faut lire « privatiser les profits et casser le statut cheminot »). De nombreuses contestations syndicales et autres ont eu lieu contre ces mesures, mais le gouvernement a utilisé la police contre ces mouvements. Les médias comme BFMTV, enthousiasmés par la victoire du candidat Macron, ont poussé les points de vue du gouvernement dans l'opinion, en défendant les réformes et en diabolisant leurs opposants, notamment les cheminots. Même « l'opposition », comme Le Pen ou Mélenchon, se tait devant ces réformes, qui avaient déjà été annoncées dans le programme présidentiel de Macron. La suppression de l'impôt sur la fortune (ISF) est également annoncée. C'est un beau cadeau aux bourgeois, pour récompenser les nombreux riches soutiens du candidat Macron dans sa campagne électorale. Les taxes sur les entreprises diminuent elles aussi. En 2019, la loi PACTE sur la croissance des entreprises donne encore des avantages aux business.

À la suite de ce qui se déroulait avant son accession à la présidence, Macron décide d'appliquer son programme à propos de l'État d'urgence, qui avait

été mis en place en 2015 après les attentats. Cette disposition exceptionnelle garantissait des pouvoirs étendus à l'État, à la police, aux forces de sécurité, etc. C'est à partir de ce moment là que nous avons commencé à être fouillés partout à l'entrée des magasins par exemple. Macron avait promis de mettre fin à l'État d'urgence. Effectivement, il l'a fait, mais en intégrant dans la loi de nombreuses mesures de l'État d'urgence. Ce qui était auparavant exceptionnel est, sous Macron, devenu la norme. Par exemple, la surveillance individuelle des individus, la facilitation des perquisitions et des enquêtes ont été conservées. Tout ceci renforce l'appareil de répression de l'État.

2018-2019 : LA RÉPRESSION FÉROCE DES GILETS JAUNES

Macron avançait de manière déterminée dans toutes ses réformes. On lui donne même le surnom ridicule de « Jupiter », au-dessus de tous, au-dessus de la lutte de classes. « Malheureusement » pour lui, la lutte l'a rattrapé, et son gouvernement a subi un grand retour à la réalité. Nous sommes à l'automne 2018, et les taxes sur le carburant mises en place par le gouvernement entraînent un mouvement de contestation : les Gilets jaunes. Ceux-ci bloquent les autoroutes, et en un week-end seulement, deviennent un mouvement de contestation générale contre les bas salaires, le coût de la vie, le gouvernement de Macron, et généralement contre la politique bourgeoise. Le gouvernement, effrayé par la crise, recule sur la réforme. Voilà une preuve que la révolte peut conduire à la victoire.

Face aux Gilets jaunes, Macron décide de lâcher du lest, mais ses petites annonces, soi-disant populaires (augmentation de la prime d'activité pour les salariés au SMIC par exemple) ne répondent pas aux attentes, et la contestation repart de plus belle en janvier et février 2019, alors que tous les médias prédisaient que le mouvement se calmerait avec les fêtes de fin d'année.

Finalement, le gouvernement change de cap et renforce ses attaques contre le peuple en révolte : des centaines d'arrestations et d'incarcérations ont lieu sur ordre direct du ministère de l'Intérieur. Au printemps 2019, une loi « anti-casseurs » est proposée et vient renforcer l'appareil répressif de l'État. Globalement, c'est sous le quinquennat Macron que cette répression s'est largement accentuée.

C'est cette année-là que le Service National Universel (SNU), un programme qui succède au service militaire, est mis en place par le gouvernement. Son objectif est d'enrégimenter la jeunesse française et de mettre en avant la « Nation » dans la vie des jeunes. C'était déjà une promesse de campagne de Macron.



À la fin de l'année 2019, le gouvernement relance deux nouvelles attaques sur le prolétariat et ses conditions de vie : une réforme de l'assurance chômage, qui touche surtout celles et ceux qui n'ont pas d'emploi stable toute l'année, et une réforme des retraites, qui vise en partie à augmenter l'âge de départ à la retraite. Un mouvement de grève s'organise, qui dure tout le mois de décembre et jusqu'au début de l'année 2020. Avec l'émergence de la crise du COVID, le gouvernement recule. Aujourd'hui en 2021, ces deux réformes sont encore poussées par le gouvernement, et Macron, après avoir fait miroiter qu'elle aurait lieu en 2021, a fait annoncer à ses ministres que la réforme des retraites serait repoussée à un éventuel deuxième mandat.

2020-2021 : MÊME DANS LA CRISE SANITAIRE, DES RÉFORMES CONTRE LES PLUS VULNÉRABLES

Comme on l'a déjà rappelé, au beau milieu de la crise du COVID, le gouvernement a rappelé le 1er juillet 2021 sa volonté de faire passer la loi sur l'assurance chômage. Ainsi, Macron n'interrompt pas ses attaques même au cœur de la crise sanitaire.

Si l'on prend les confinements, de nombreux exemples de violences policières ont lieu. Le mouvement Black Lives Matter trouve une expression en France en 2020 dans une opposition générale à ces violences. En parallèle, le gouvernement durcit son discours, et le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, défend avec ardeur la police.

Entre 2020 et 2021, deux lois sont proposées et passées qui visent à augmenter les pouvoirs de l'État dans la restriction des libertés publiques : la loi dite « contre le séparatisme » et la loi « sécurité globale ». Ces deux textes renforcent fortement les pouvoirs de l'État dans la répression. La surveillance s'en trouve largement augmentée, tandis que les libertés sont muselées. Même des institutions bourgeoises étrangères et internationales comme des associations, le Conseil de l'Europe ou l'Organisation des Nations Unies (ONU) critiquent ces mesures de l'État français. Des manifestations ont eu lieu contre ces réformes dès leur annonce. Profitant de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement a bien souvent tenté d'interdire les rassemblements, les mouvements de grève et la contestation.

Face à la crise du COVID, le gouvernement annonce un plan de relance en septembre 2020. Qu'est-ce que ce plan ? C'est une mascarade destinée aux grandes entreprises et orientée sur « l'investissement », c'est-à-dire le sauvetage du capitalisme français par l'État. À l'inverse, pour l'immense majorité de la population, les salaires réels n'ont pas augmenté pendant la période 2020-2021, ils ont même eu tendance à baisser dans les secteurs en crise, où des entreprises ont fermé. Avec la crise, c'est l'inflation, c'est-à-dire l'augmentation des prix, qui pointe son nez. Il est clair que pour le gouvernement de Macron, la « relance de la France » en 2021 ne passe pas par le prolétariat, mais par la bourgeoisie.

Que doit-on en conclure ?

5 ans de Macron, 5 ans de réformes contre le prolétariat et le peuple, 5 ans d'augmentation de la répression, de stagnation du pouvoir d'achat, 5 ans de lutte avec de nombreux mouvements de masse... Voilà ce que nous avons vu dans cet article.

Mais que doit-on en conclure ? Si nous avions eu quelqu'un d'autre à la place de Macron, la situation aurait-elle été différente ? La réponse est non. Comme nous l'avons montré plus haut, Macron s'est placé en continuité avec ceux qui l'ont précédé, malgré ses distances avec la politique et le parti de François Hollande. Il a continué leurs réformes (lois sur le Code du travail de Hollande, vieux projet de la droite française sur les retraites...) et augmenté la répression de l'État, ce qui était aussi le cas dans les quinquennats précédents. Il a aidé à restructurer l'État face à la crise.

Macron n'est pas différent des autres, il est tout simplement le meilleur gestionnaire actuel de l'État bourgeois pour les impérialistes français. C'est leur meilleur gestionnaire car c'est celui qui met en place le plus sûrement leurs réformes : le soi-disant « État providence » social et égalitaire est un mythe ; à sa place, ce que nous avons clairement vu pendant ces 5 ans, c'est un État répressif, qui emprisonne, éborgne, surveille, qui veut nous exploiter plus longtemps, dans de pires conditions, avec de pires salaires. Ces 5 ans de Macron, c'est la preuve que cet État ne peut rien pour les larges masses, qu'il est en crise et mène aux politiques les plus réactionnaires. La campagne électorale qui s'annonce confirme déjà ce constat.

DERRIÈRE LE MASQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE, LE VRAI VISAGE DE L'IMPÉRIALISME

Avec la crise du covid-19, les puissances impérialistes mobilisent de nouveau leurs institutions internationales avec des initiatives visant à préserver leurs intérêts dans les pays opprimés et le statu quo.

Le 2 août 2021, le conseil d'administration du Fond Monétaire Internationale (FMI) a approuvé une allocation générale de 456,5 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS, un avoir de réserve international, 1 DTS = 1,42 \$) afin d'apporter de l'aide en termes de relance économique et de liquidité (la facilité avec laquelle un actif peut être échangé, contre une devise par exemple) à la suite de la crise du covid-19. Les DTS sont des créances ou une forme de crédit en devise attribuées par le FMI aux pays membres, leur permettant de les échanger pour leur équivalent dans les cinq devises les plus importantes (le dollar étasunien, l'euro, le yen japonais, la livre sterling britannique, et le yuan chinois). L'allocation du 2 août représente 550 milliards en euro, dont 28 milliards d'euros pour l'Afrique. Les DTS permettent aux pays membres, notamment les pays plus pauvres, d'accéder plus facilement à des devises essentielles pour le commerce international. Pourtant, cette « aide » est fondée sur un système financier international bénéficiant surtout les puissances impérialistes au dépit des pays les plus opprimés. Il est basé sur des décennies d'accumulation de dette qui renforce l'influence politique des créanciers impérialistes dans le monde qui exploitent leur position avantageuse en prêtant avec des intérêts. Dans des périodes de crise accrue, les impérialistes se trouvent dans l'obligation de jeter une bouée de sauvetage aux pays les plus touchés afin de protéger l'intégralité du système financier. Bien sûr, cela se fait toujours au nom de la lutte contre la pauvreté et pour le développement économique.

LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE : OUTILS INDISPENSABLES DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE

Le rôle officiel du FMI est de stabiliser le fonctionnement du système monétaire en imposant celui basé sur le dollar étasunien et en attribuant de l'aide à certains pays pour accéder aux devises nécessaires pour le commerce international. Quand un pays n'a pas les capitaux pour se développer ou est en crise économique, c'est la Banque mondiale qui intervient avec des prêts pour des projets de renouvellement économique. Ces deux institutions partagent un aspect idéologique important qu'ils appliquent à travers des conditions pour accéder à leurs aides. Ces conditions sont les programmes d'ajustement structurel, consistant en de nouvelles politiques libérales, telles que la suppression d'importantes subventions sur des produits essentiels ainsi que la privatisation d'entreprises publiques au profit d'investissements étrangers.

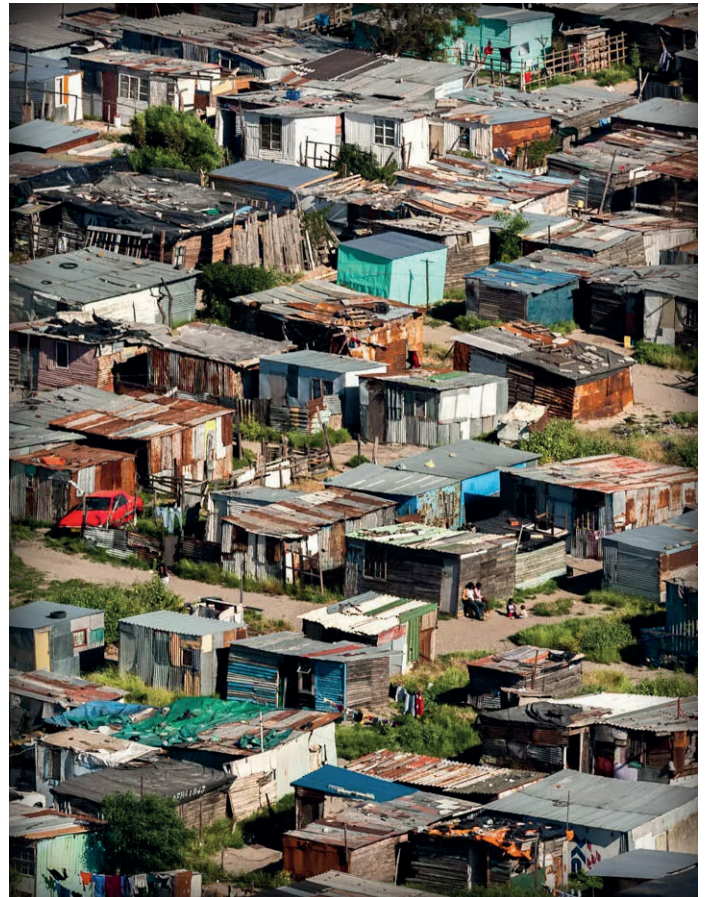
Or, ce n'est qu'en étudiant le rôle historique de ces institutions qu'il nous est permis de les comprendre d'une façon plus concrète. Le FMI et la Banque mondiale ont été créés en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods en tant qu'instruments pour renforcer l'économie mondiale à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Avec la fin de la reconstruction d'après-guerre au début des années 70, le FMI et la Banque mondiale se sont concentrés sur les pays « sous-développés ». Ces pays, pillés par le colonialisme européen durant des siècles, se sont libérés par des luttes de libération nationale, mais n'ont pas disposé des moyens leur permettant de développer des infrastructures et de s'industrialiser. En quête d'un tel soutien matériel, un certain nombre de pays se sont tournés à cette époque vers le social-impérialisme soviétique, tel que Cuba, l'Égypte ou l'Angola.



D'autres pays se sont tournés vers l'impérialisme étasunien, tels que l'Indonésie, le Zaïre (aujourd'hui la République démocratique du Congo) et même la Roumanie. À travers le FMI et la Banque mondiale, ces pays pouvaient équilibrer leurs réserves de monnaie et contracter des emprunts, en accumulant des dettes et en payant les intérêts aux pays impérialistes. Dans ce rôle d'institutions de concurrence stratégique contre l'URSS, le FMI et la Banque mondiale n'ont pas hésité à prêter des sommes importantes à des dictateurs corrompus tels que Suharto en Indonésie, Mobutu Sese Seko au Zaïre, et Nicolae Ceausescu en Roumanie. D'énormes sommes d'argent prêtées finiront d'ailleurs par dormir sur les comptes en banque extraterritoriales de ces mêmes dictateurs, alors que leurs peuples en ont payé la facture auprès du FMI ou de la Banque mondiale. Bien qu'aujourd'hui la propagande du FMI et de la Banque mondiale mentionne la corruption comme un obstacle majeur au développement économique, cela n'a pas été un grand frein à leur soutien aux alliés anticommunistes des États-Unis de l'époque.

L'utilisation du FMI et de la Banque mondiale comme des armes politiques a été démontrée en décembre 2008, quand Wikileaks a porté au public le « Manuel de terrain 3-05.130 Forces d'opérations spéciales de l'armée Guerre non conventionnelle » de l'armée étasunienne, initialement publié en septembre 2008. Dans la section « Instrument financier du pouvoir national étasunien et de guerre non conventionnelle », le FMI et la Banque mondiale sont identifiés comme des institutions influencées par les États-Unis pour mener la guerre économique contre des pays résistants aux intérêts étasuniens. Cette guerre économique est décrite comme un aspect important de la stratégie de guerre non conventionnelle plus large. Un exemple plus récent de guerre non conventionnelle mobilisant les outils financiers internationaux est la campagne étasunienne contre le régime de Nicolás Maduro au Vénézuéla. L'économie du pays en question est systématiquement étouffée par des sanctions étasuniennes. Pourtant, le FMI ou la Banque mondiale ne viennent pas à la rescousse de l'économie vénézuélienne. Alors que le FMI et la Banque mondiale prétendent être des institutions « indépendantes », elles sont en effet sous le contrôle du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, à partir duquel les efforts économiques et militaires de l'impérialisme étasunien sont coordonnés.

Avec la désintégration de l'URSS il y a trente ans, le nouveau grand adversaire des États-Unis est la Chine. Les impérialistes étasuniens n'hésitent pas à dénoncer les projets de développement de la « Nouvelle route de la soie » comme des pièges d'endettement pour les pays pauvres du monde entier. Ces dénonciations hypocrites sont les cris de guerre d'un conflit en développement entre les deux plus grandes superpuissances impérialistes du monde. Les deux adversaires utilisent leurs instruments économiques et financiers pour ouvrir des marchés internationaux à leurs capitaux au nom du bien commun.



L'IMPÉRIALISME ET LE DÉVELOPPEMENT DES SEMI-COLONIES : UNE INCOMPATIBILITÉ

Enfin, même la nouvelle allocation de DTS par le FMI n'est qu'une façon pour les puissances impérialistes de faire faire du profit au moyen de leurs grandes réserves de monnaie, en forçant les pays pauvres de s'endetter et de payer des intérêts. L'existence d'un ordre économique dans lequel les pays pauvres sont limités par les moyens monétaires de participer au commerce international fait preuve de l'injustice de la « gouvernance mondiale ». C'est avec la dépossession et l'exploitation des peuples opprimés des Amériques, de l'Asie et surtout de l'Afrique que les premières puissances impérialistes ont pu accumuler leurs richesses. Aujourd'hui, cette exploitation continue sous le système capitaliste-impérialiste. Après plus de 50 ans « d'aide » apportée par le FMI et la Banque mondiale, les pays opprimés ne sont devenus que des semi-colonies incapables de répondre aux besoins de leur population, et ce d'autant plus au moment d'une pandémie. Pourtant cette réalité sombre est bien connue par les masses révolutionnaires du monde entier. Déjà en 1968, Kwame Nkrumah, dirigeant révolutionnaire du mouvement indépendantiste ghanéen, avait écrit dans le Manuel de guerre révolutionnaire que « Les trois composantes essentielles du néo-colonialisme sont :

1. Exploitation économique
2. Gouvernements fantoches et États clients
3. Assistance militaire
4. "Aide" économique. »

LE MYTHE DE L'ÉNERGIE « RENOUVELABLE » : UNE SOURCE DE FUTURES GUERRES ET DE CATASTROPHES ÉCOLOGIQUES (PARTIE 1)

L'été 2021 a été marqué par de nombreux records de phénomènes météorologiques extrêmes. Aux États-Unis et au Canada, il y a eu une canicule entre la fin juin et la mi-juillet qui a généré la température la plus élevée jamais enregistrée au Canada : 49,6 °C. Le mois de juin le plus chaud enregistré en Amérique du Nord a contribué aux énormes incendies de forêt en Colombie-Britannique, déclenchés dans le courant du mois. Depuis le 1er avril, 1579 feux ont brûlé 8668 km² (l'équivalent d'environ 2/3 de la surface de toute l'Île-de-France). La Californie a de nouveau connu une saison record en matière d'incendies, avec 7480 feux qui ont brûlé 9200 km². À la fin du mois d'août, l'ouragan Ida a ravagé une partie des Caraïbes et de l'est des États-Unis. Ça a été le deuxième ouragan le plus puissant et dévastateur à avoir frappé la Louisiane (après l'ouragan Katrina de 2005). Ida a même causé de grandes inondations à New York.

Ailleurs, des incendies ont fait rage en Kabylie, en Grèce, en Turquie et en Russie. La pire vague de chaleur depuis plus de 30 ans en Grèce a conduit aux incendies qui ont brûlé environ 1250 km². En Turquie, 1700 km² ont brûlé dans le sud pendant que le nord du pays a subi les pires inondations de l'histoire de la région, avec des hauteurs d'eau atteignant quatre mètres à certains endroits. La vague de chaleur record en Russie a conduit à une sécheresse et à des températures de plus de 30 °C dans le cercle arctique. Les mégafeux qui ont frappé la Russie ont été plus grands que tous les autres incendies du monde réunis au cours du mois d'août. Pour la première fois dans l'histoire, la fumée des incendies, en provenance de Yakoutie, a atteint le pôle Nord. Comme la Turquie, d'autres régions ont été frappées par des inondations. En Europe, la Belgique et l'ouest de l'Allemagne ont été particulièrement touchés. En Chine, la province du Henan a été inondée par des pluies incroyables

avec des précipitations dépassant jusqu'à 20 cm pendant l'heure de pointe. Le consensus scientifique est que ces canicules records, ces méga-incendies et ces inondations massives se produisent beaucoup plus souvent et avec plus d'intensité en raison des changements climatiques provoqués par les activités humaines.

Ces phénomènes catastrophiques participent du fait que les populations, à travers le monde, sont de plus en plus préoccupées par la question du réchauffement climatique. En réponse, la bourgeoisie prétend offrir une solution : les énergies renouvelables. Les puissances impérialistes du monde proposent de grands plans d'énergie «verte» et ils parlent déjà, dans un avenir proche, d'interdire les véhicules fonctionnant aux combustibles fossiles en faveur de voitures électriques. Or, en examinant le cycle de vie des technologies d'énergie «renouvelable», il est évident que ces technologies sont très loin d'être réellement renouvelables et ne représentent qu'un passage d'une énergie basée sur les combustibles fossiles à une énergie basée sur les minéraux. Même si cette transition était réalisée, elle ne résoudrait pas la pollution de l'environnement et ne mettrait pas nécessairement fin aux changements climatiques anthropiques. Les problèmes relatifs à la «transition verte» démontrent qu'elle constitue avant tout une transition dans la stratégie énergétique des impérialistes qui ne débouchera que sur de nouvelles habitudes de consommation toujours polluantes pour l'environnement et plus coûteuses pour les masses.

LE CHEMIN POLLUANT DES TECHNOLOGIES « VERTES » : DE LA MINE À LA DÉCHARGE

Les technologies d'énergie renouvelable ne dépendent pas seulement de quantités énormes de matériaux traditionnels tels que l'acier, le béton, le





verre et la fibre de verre, mais aussi de minéraux de terres rares qui devront être exploités à une échelle bien plus grande qu'aujourd'hui. Une fois qu'ils ont été obtenus, ces minéraux doivent être transformés pour produire des machines qui ont une durée de vie limitée.

La production commence à la mine, où il faut avant tout creuser pour enlever le mort-terrain. Le mort-terrain représente toute la matière entre la surface de la Terre et le minerai recherché. C'est à cette étape que l'écosystème à la surface est détruit afin d'accéder à des minerais contenant des minéraux de terres rares, souvent très profonds dans la terre. Le ratio de mort-terrain varie beaucoup, mais il est normal de devoir déplacer trois à sept tonnes de mort-terrain pour accéder à une tonne de minerai. Une fois le minerai atteint, il doit être transporté pour être raffiné. Pendant que tout le gaz naturel et la majorité du pétrole sont transportés aux marchés par des gazoducs, les minerais sont des solides qui doivent être transportés par camion ou par train. Bien que les gazoducs occasionnent souvent des pollutions, ils représentent de loin le moyen le plus efficace pour transporter de grands volumes de matière. L'étape suivante est le raffinage, mais tous les minerais ne sont pas semblables. La teneur en minerai représente le pourcentage en poids de l'élément recherché dans la roche extraite et elle varie énormément. Le cuivre est essentiel pour n'importe quel produit électronique et sa teneur en minerai est normalement d'environ 0,5 %. Donc il nécessite qu'environ 200 tonnes de minerai soient extraites, transportées et traitées pour produire une tonne de cuivre. Généralement, les minéraux de terres rares ont un meilleur ratio. Il faut environ 20 à 160 tonnes de minerai pour obtenir une tonne de l'élément. Cependant, pour le cobalt, élément essentiel pour les batteries à lithium qui alimentent les voitures électriques et les réservoirs d'énergie, il faut environ 1500 tonnes de minerai

pour obtenir une tonne de l'élément. La saumure de lithium ne contient que 0,1 % de lithium pur. Après avoir dépensé beaucoup d'énergie pour déplacer des tonnes de terre, il y a le processus de raffinage des minéraux de terres rares, qui requiert également beaucoup d'énergie et de procédé chimique en raison de leur chimie physique.

S'ajoute à cela le coût écologique des matériels traditionnels. Dans la production d'éolienne, le pétrole et le gaz naturel sont utilisés pour produire les pales en fibre de verre et le charbon est utilisé pour produire l'acier et le béton de sa structure. Or, pour produire assez d'éoliennes pour fournir la moitié de l'électricité du monde, il faudrait recourir à 1,5 milliard de barils de pétrole pour créer les pales et presque 2 milliards de tonnes de charbon pour produire l'acier et le béton nécessaire. Afin de produire des panneaux solaires, il faut beaucoup de verre. Le verre représente 20 % du tonnage nécessaire à la construction de panneaux solaires et 70 % de l'énergie pour le créer vient du gaz naturel. Entre ensuite en considération le coût énergétique et écologique de la production et d'installation des machines de « technologie verte ».

Les machines d'énergie «renouvelables» ont, comme toutes les machines, une durée de vie limitée et à la fin de leur cycle, la plupart des matériels et des constituants vont à la décharge. Si les prévisions actuelles de l'Agence internationale de l'énergie se réalisent, trois millions de tonnes de plastique provenant des énormes pales d'éoliennes non recyclables arriveront à la décharge chaque année d'ici 2050. Concernant la technologie solaire, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables prévoit, selon les plans actuels, que les déchets solaires en 2050 constitueront deux fois la masse des déchets plastiques du monde entier. Il est estimé qu'à partir de 2030, les déchets annuels de batteries, juste pour la Chine, dépasseront deux millions de tonnes par année. Aujourd'hui, seulement 5 % de ces batteries sont recyclées.

Contrairement aux idées reçues, le recyclage de déchets électronique n'est pas une pratique technologiquement avancée ou écologique. C'est un processus assez primitif à forte intensité de travail manuel et nuisible aux travailleurs et à l'environnement local. La majorité du recyclage des déchets électroniques se fait dans des semicolonies pauvres, telles que le Ghana. Ces pays offrent une force de travail peu chère avec très peu de réglementations sur la protection des travailleurs ou de l'environnement, permettant au recyclage d'être rentable. En raison des exigences de rentabilité, il est peu probable que le recyclage des déchets électroniques se développe. Bien que les minéraux peuvent être recyclés, il est plus efficace et fiable d'extraire des minéraux de la terre parce que la teneur en minerai est de loin plus importante que la concentration des minéraux dans les déchets. En plus, l'extraction de minerai est un processus uniforme, tandis que le recyclage nécessite des techniques variées et moins efficaces.

QU'EST-CE QUE L'ÉTAT ?

D'OÙ VIENT L'ÉTAT ?

L'État est une composante importante de nos sociétés actuelles. Partout où l'on regarde : la police, l'éducation, les routes, les médias... on trouve sa trace. Mais d'où vient l'État ? Il est apparu avec les premières civilisations antiques en Mésopotamie (actuel Irak), en Égypte, en Inde, en Chine, etc. Cela correspondait au passage à une société divisée entre les classes sociales. Certaines populations sont mises en esclavage et leurs propriétaires doivent organiser la société de façon à garder leur pouvoir. Il fallait que cette situation devienne légitime, c'est ainsi que l'État est né. Il servait à organiser la répression de ceux qui se révoltaient, il inscrivait dans ses lois la domination d'une classe sur une autre. Il a produit toute une culture et toute une philosophie qui servait à justifier l'exploitation. Les représentants philosophiques des exploités étaient, parmi tant d'autres : Aristote en Grèce, Confucius en Chine, etc. Ils proclamaient que les esclaves méritaient d'être des esclaves, car c'était dans la nature des choses ou, car c'était une volonté divine.

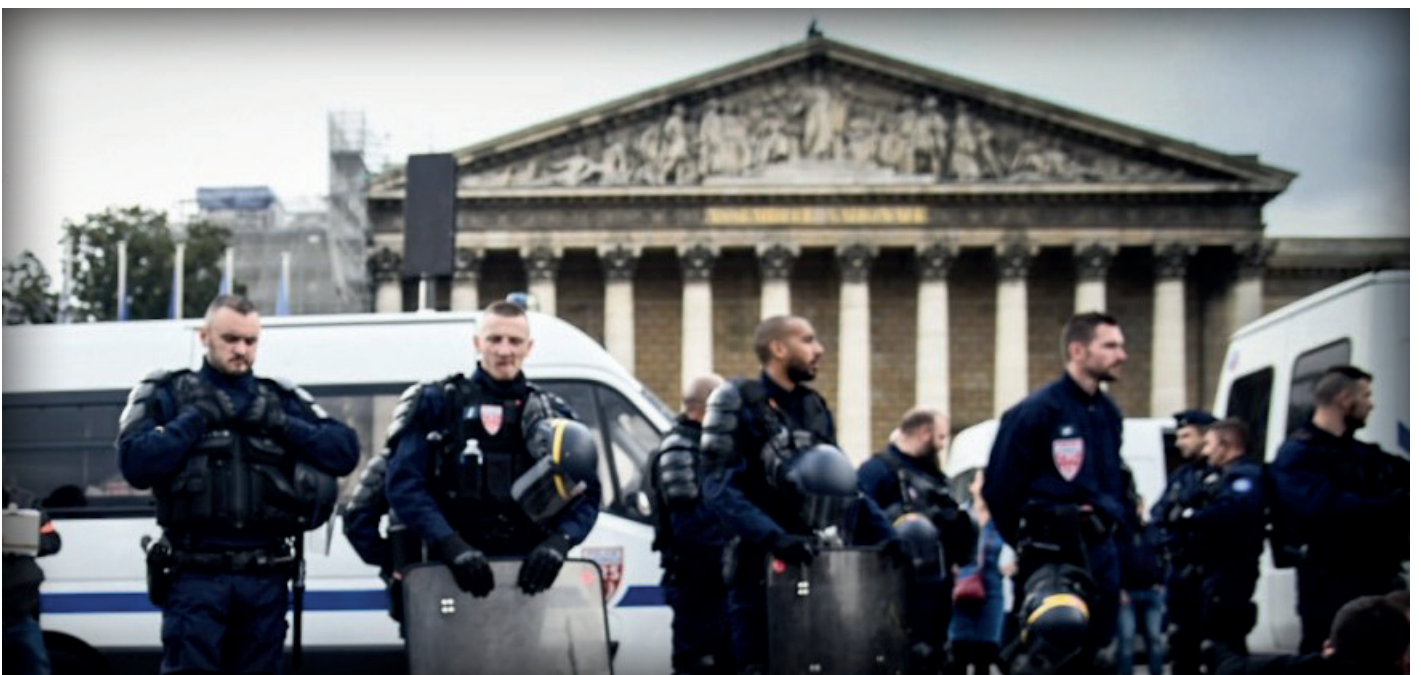
Mais l'État esclavagiste n'a pas survécu éternellement. Avec les révoltes des esclaves, le développement des moyens de production, les conditions étaient mûres pour qu'un autre État le remplace, l'État féodal. Au Moyen Âge en Europe ce sont les nobles, propriétaires terriens, les seigneurs, les princes... qui dominent les paysans et les serfs. C'est encore un État de classe, rien n'a changé de ce point de vue : les paysans qui se soulevaient contre l'aristocratie étaient réprimés, l'idéologie des classes dominées était façonnée de façon à accepter leur exploitation, comme le montre le rôle essentiel de l'Église à cette époque.

Dans cette société se développe la bourgeoisie. C'est la partie de la population qui vit et travaille dans les villes, où elle détient des ateliers, des magasins ou des bureaux. Elle s'enrichit dans les villes en commençant à employer des ouvriers grâce aux avancées technologiques. Elle prend de plus en plus de poids et arrive même à contrôler des villes voire des provinces dans la dernière partie du Moyen Âge. L'aristocratie la bridait, l'empêchait de se développer plus encore. Elle devait briser les règles de l'époque féodale. Elle a réussi cela par des révolutions, en France en 1789, en Angleterre au milieu du XVIIIe siècle, et dans le reste de l'Europe au XIXe siècle. Elle instaure alors son pouvoir, ses règles, la fin des privilèges, l'égalité en principe de tout le monde devant la loi, la fin des corporations et bien d'autres choses. Tout ne s'est pas fait en un jour avec la prise de la Bastille : le régime bourgeois ne s'est installé définitivement en France qu'en 1870, mais jusqu'à aujourd'hui la nature de l'État n'a pas changé. La bourgeoisie domine le prolétariat. Pourtant l'État bourgeois nie être un État de classe en expliquant qu'il juge tout le monde de manière égale. En réalité, il protège la propriété privée, le pouvoir des capitalistes, et c'est précisément de là que vient la soumission de tous les ouvriers.

En résumé, l'État, c'est un groupe d'individus qui gouvernent, commandent pour une classe et qui gardent le pouvoir avec un appareil de coercition, de violence.

LA FORME DE L'ÉTAT

Il existe des États monarchiques ou républicains, des États plus ou moins démocratiques, mais est-ce que cela change réellement leur nature ?



Dans l'Antiquité, à Rome par exemple, il y a eu la monarchie, le pouvoir d'un seul. Il y eut aussi la République, le pouvoir organisé autour des élections. Pas le pouvoir de tous les hommes et les femmes, mais seulement tous les hommes propriétaires d'esclaves. Dans les deux cas, les esclaves n'étaient qu'une chose qu'on pouvait posséder et dont on pouvait se débarrasser. Les femmes et les étrangers étaient exclus de la politique. La forme de l'État peut donc changer, mais dans le fond, l'État reste le moyen de domination d'une classe sur une autre. Aujourd'hui, on trouve des républiques (France, Allemagne, etc.), des monarchies (Royaume-Uni), des régimes plus ou moins autoritaires... Est-ce que tous ces États sont fondamentalement différents ? Non, toutes ces formes d'État reposent sur la domination sans partage des capitalistes sur les ouvriers et paysans, partout dans le monde : c'est ce qu'on appelle l'État bourgeois.

Au sein des classes dominantes, il y a des contradictions, des oppositions. Cela se manifeste par l'existence de plusieurs partis politiques qui représentent chacun des fractions de la bourgeoisie. C'est le Parti socialiste, Les Républicains, le Front national, Les Verts, En Marche... Leur point commun c'est qu'ils veulent tous conserver le fond, la société bourgeoise. Ce qui les différencie, c'est la façon de le faire. Et ils s'accrocheront tous à cette société. Quand les prolétaires partout dans le monde se sont levés et ont fait la révolution, ils se sont fait sauvagement réprimer, même par les gouvernements les plus à gauche. Par exemple, la révolution allemande qui a eu lieu en 1918-1919 a été violemment écrasée par les socialistes. La classe dominante s'accroche toujours à son pouvoir et ne le lâchera jamais. C'est pourquoi pour transformer la société, on ne peut le faire par les élections, car on reste dans un système dont les règles sont fixées par la classe dominante. C'est dans la lutte de classes la plus élevée qu'est possible le changement : dans la révolution, la guerre classe contre classe, la guerre populaire.

QUELLE EST L'ALTERNATIVE À L'ÉTAT BOURGEOIS ?

L'État bourgeois a l'habitude de mener la guerre : invasions, bombardements, occupations... comme la France le montre régulièrement en Afrique. Face à lui, il ne nous faut pas une guerre sale, une guerre pour les seuls intérêts de quelques-uns. Il nous faut une révolution. C'est une guerre populaire, faite par et pour les opprimés contre la bourgeoisie et ses alliés. Elle est populaire, car elle est dirigée par le prolétariat. La révolution est dans l'intérêt de l'immense majorité de la population aujourd'hui en France et dans tous les pays. Et elle sera prolongée, car on ne peut pas espérer prendre le pouvoir en un éclair ou même en quelques années. Aujourd'hui, les forces du prolétariat et des masses peuvent avoir l'air faibles à première vue. Mais si les masses se lèvent pour la révolution, personne ne peut les stopper, pas même la répression de l'État bourgeois. Par exemple, lors du mouvement des Gilets jaunes, on a pu voir comment l'État a été débordé par l'explosivité des manifestations. Dans

un mouvement coordonné et organisé, la bourgeoisie et ses mercenaires (police, armée...) ne peuvent pas gagner sur le long terme.

Aujourd'hui, de telles révolutions ont lieu dans différentes parties du monde. En Inde, les communistes mènent une guerre populaire depuis quelques décennies et contrôlent des zones de plusieurs millions d'habitants. Le peuple est avec eux, car ils sont guidés par l'objectif de servir le peuple. Ils chassent les exploiters, les propriétaires terriens, ils organisent la production pour les masses dans un nouvel État qui n'est pas fait pour la bourgeoisie. L'État indien a lancé depuis des années une politique génocidaire à leur égard, baptisée « Green Hunt ». Mais la guérilla est toujours active et vivante. Un autre exemple est celui des Philippines. Là-bas, le peuple se révolte et s'organise dans la New People's Army, la Nouvelle Armée Populaire. Ces guerres ont pour particularité d'être majoritairement paysannes. Dans un pays comme la France, la révolution ne peut pas être une copie de ces exemples, mais les leçons de leurs luttes sont importantes partout dans le monde.

Le marxisme, c'est la science de la révolution. Pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, pour mettre fin à l'oppression des peuples du monde, pour détruire l'État bourgeois actuel, c'est cette révolution, cette guerre populaire prolongée qu'il faut mener. Une fois le pouvoir pris dans tout l'État, la lutte ne sera pas terminée. La propriété des capitalistes deviendra la propriété collective des moyens de production et de distribution. Plus personne ne sera forcé de se vendre sur un marché, plus personne ne sera forcé de se faire exploiter, car le travail sera réparti pour en donner à chacun. Et que toutes et tous nous ayons de quoi mener une vie accomplie. L'économie pourra enfin être au service des besoins du peuple et non plus des profits. Progressivement, la révolution doit résoudre les grandes contradictions de la société : entre les classes évidemment, celles qui divisent notre classe (le racisme par exemple), celle entre la révolution et la contre-révolution, pour agir contre la bourgeoisie qui veut reprendre le pouvoir ; celle entre le travail manuel et le travail intellectuel qui nous divise ; celle entre les villes et les campagnes, car aujourd'hui Paris et les grandes villes concentrent tout et les campagnes se désertifient... Tout cela ne peut être fait que parce que le pouvoir a été pris par le prolétariat et ses alliés, l'immense majorité de la population.

Cet État n'aura pas perdu son caractère de classe, ce sera un État prolétarien. Il y aura toujours une répression des contre-révolutionnaires. Mais c'est déjà un État différent, car il s'appuie pour la première fois de l'Histoire humaine sur la majorité et pas sur une minorité d'exploiteurs. Petit à petit, dans la révolution, l'État commence à s'éteindre, car ses attributions sont réparties dans toute la société, et que l'administration est simplifiée. Lorsque le monde entier entre dans le communisme, l'État disparaît, car il n'y a plus aucune classe au-dessus des autres. Ce sera la fin du rôle historique de l'État.

PHILIPPINES : LES RÉVOLUTIONNAIRES CONSTRUISSENT UN NOUVEAU POUVOIR ET ORGANISENT LA POPULATION FACE À LA CRISE SANITAIRE

Face à l'inefficacité de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement, le mouvement révolutionnaire aux Philippines pose les bases d'un nouveau pouvoir capable d'organiser les masses afin de lutter contre la pandémie du Covid-19.

Depuis le début de la pandémie du Covid-19 aux Philippines, le gouvernement du dictateur Duterte n'a pas été capable de gérer correctement la crise sanitaire. Le faible nombre de tests et le manque de suivi des cas contacts rendent l'État incapable d'identifier efficacement les zones où un confinement local serait nécessaire. Malgré les capacités très limitées du service public hospitalier, provoquant la saturation des hôpitaux et la contestation du personnel soignant, le budget 2022 dédiée à la crise du Covid-19 a été réduit de 73 %. Une stratégie principalement orientée vers la vaccination est portée par le gouvernement malgré son incapacité à acheter les stocks suffisants, augmentant la dépendance du pays aux dons étrangers. Tout cela n'est pas simplement dû à l'incompétence du gouvernement mais à la nature même du pays : les Philippines sont une semi-colonie, c'est-à-dire que leur économie est dominée par des monopoles étrangers (ici, il s'agit des États-Unis) avec la complicité de l'État. Cette domination impérialiste maintient le pays dans un état de sous-développement, le système public de santé y est alors très limité dans les villes et presque inexistant dans les campagnes où réside la majorité de la population. Cette situation a été empirée par de nombreuses réformes de privatisation du système de santé, imposées par les impérialistes afin de maximiser le profit récupéré sur le dos des travailleuses et travailleurs philippins. Ces privatisations ont également permis au gouvernement d'augmenter le budget de ses forces armées dans le but de réprimer tout mouvement de lutte contre la domination impérialiste du pays.

Face à cette situation, les révolutionnaires organisent les masses afin de combattre la pandémie. Depuis plus de 50 ans, un mouvement révolutionnaire organise la guerre populaire aux Philippines afin de renverser la domination impérialiste et de créer un État réellement indépendant dirigé par les travailleuses et travailleurs. Ce mouvement révolutionnaire, dirigé par le Parti Communiste des Philippines, a été capable de mobiliser ses forces dans toutes ses zones d'influence afin de conduire des campagnes d'informations sur le Covid-19 et des actions visant à limiter la propagation du virus. La New People's Army (NPA), les forces armées du mouvement révolutionnaire, organisait déjà avant la pandémie des cliniques médicales dans les campagnes afin d'apporter aux habitants les bases d'un système de santé répondant à leurs besoins. Aujourd'hui, elle porte avec toutes les organisations du mouvement révolutionnaire de nombreuses campagnes afin d'éduquer les paysans

sur la pandémie via des tracts, des réunions et des événements culturels. Des formations médicales sont également dispensées afin de permettre aux masses d'organiser leur propre système de santé géré collectivement. En plus de l'aspect sanitaire, les révolutionnaires ont pu aider les paysans face à la détérioration de leur situation économique en intensifiant la production collective de nourriture et en limitant l'influence des propriétaires fonciers. L'État philippin, en plus de s'être montré incapable de gérer la crise sanitaire, s'est imposé comme un obstacle à l'aide aux populations par le mouvement révolutionnaire. Ce dernier est une grande menace pour l'État philippin, car les révolutionnaires souhaitent la fin de la domination impérialiste du pays et la création d'un nouvel État répondant aux besoins du peuple. Duterte et son gouvernement sont donc prêts à tout pour freiner la progression de la révolution, même si cela implique d'empêcher les révolutionnaires d'apporter leur aide à la population et de violer les cessez-le-feu.

Le mouvement révolutionnaire aux Philippines a montré que les peuples des semi-colonies n'ont rien à attendre de leur État complice de l'impérialisme. Il a montré qu'il était possible et nécessaire de créer un nouveau pouvoir afin d'organiser collectivement la production pour répondre aux besoins de la population. À l'inverse, la violence répressive de l'État philippin a montré que les impérialistes et les gouvernements qu'ils contrôlent sont prêts à tout pour défendre leurs profits. C'est pour cette raison que la révolution est l'unique solution, dans les pays exploités comme dans les pays exploitants, afin de rompre les chaînes de l'exploitation.



NOUVELLES DES LUTTES DES PEUPLES

BRÉSIL : LES MASSES DE SÃO PAULO LUTTENT POUR LES TERRES

Depuis juin, l'État de São Paulo au Brésil a été le théâtre de nombreuses occupations de terres dirigées par le Front National de Lutte Campagnes et Villes (FNL). Cette organisation révolutionnaire organise aujourd'hui plus de 5000 familles dans l'objectif de distribuer collectivement des terres agricoles concentrées dans les mains d'une poignée de propriétaires fonciers. L'une de ces occupations, le camp Nelson Mandela, comprend déjà plus de 900 familles de paysans et d'ouvriers un mois seulement après sa création le 31 juillet. De nouvelles occupations sont apparues depuis, comme le camp Carlos Marighella qui rassemble aujourd'hui 500 familles sur une surface de plus de 5000 hectares.

PHILIPPINES: LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS HOSPITALIERS LUTTENT POUR UNE HAUSSE DES SALAIRES

Une grande manifestation du personnel soignant a eu lieu en août à Manille, la capitale des Philippines. Les travailleuses et travailleurs de la santé réclament de meilleurs salaires ainsi qu'une prime de risque et des aides pour le logement et les transports qui n'ont pas été payées. Ce n'est que lorsque les infirmières ont menacé de démissionner en masse et que de nombreux syndicats ont appelé à la grève que le dictateur Duterte a fini par donner 10 jours au ministère des Finances pour payer le personnel soignant. 10 jours plus tard, les travailleuses et travailleurs n'ont toujours rien reçu. D'après l'Association Nationale des Infirmières Philippines Unies, certaines infirmières effectuent des gardes de plus 12 heures et doivent s'occuper simultanément d'un nombre de patients pouvant aller jusqu'à 20, des conditions de travail inhumaines qui les exposent à un plus grand risque d'infection

par le virus du Covid-19. Cette lutte du personnel soignant s'effectue dans un contexte où les cas de Covid-19 continuent d'augmenter chaque jour et où les hôpitaux sont en grande saturation.

BRÉSIL : LES INDIGÈNES LUTTENT CONTRE LA DESTRUCTION DE LEURS HABITATS

Le 31 août, plus de 250 indigènes ont organisé le blocage de la route BR-367 afin de protester contre la démolition de bâtiments appartenant aux communautés de la Terre Indigène Ponta Grande. Ces démolitions ont été effectuées sous les ordres du maire local sans même que les indigènes soient prévenus avec l'aide de la police fédérale, militaire et de la garde municipale.

Durant le blocage de la route, un chef et une femme de la communauté indigènes ont été attaqués par la police tandis que trois autres indigènes ont été arrêtés. Malgré la répression, un nouveau blocage le lendemain a rassemblé 300 indigènes qui réclament aujourd'hui une démarcation claire de leur territoire.

INDE : 500 000 PAYSANS PROTESTENT CONTRE UNE LOI AGRICOLE IMPÉRIALISTE

Plus d'un demi-million de paysans ont manifesté le 5 septembre dans l'état d'Uttar Pradesh en Inde, bloquant toutes les routes de Muzaffarnagar. C'est la plus grande manifestation d'un mouvement de lutte ayant lieu depuis novembre contre une nouvelle loi du gouvernement de Narendra Modi, qui prévoit de démanteler les Comités du Marché des Produits Agricoles, une institution conciliatrice de l'État qui visait jusqu'alors à réguler le prix des produits agricoles afin de permettre aux paysans de maintenir un niveau de vie minimum. Cette loi confirme la tendance d'une détérioration constante des conditions de vie

des paysans en Inde, déjà rongés par la misère et la faim à cause d'une impossible compétition face aux monopoles impérialistes. La loi prévoit aussi de permettre aux gigantesques monopoles de stocker des produits en grande quantité, ce qui leur permettrait de provoquer artificiellement une offre inférieure à la demande et donc une augmentation des prix (inflation des prix). Les grandes multinationales pourront également profiter de leur statut de monopole sur le marché afin de fixer à leur guise le prix des produits vendus par les paysans, renforçant leur exploitation. Enfin, la loi empêchera les paysans de poursuivre en justice les entreprises qui ne respectent pas les contrats de vente. Le mouvement des luttes des paysans indiens fait face à une répression acharnée de la part de l'État indien, complice des monopoles impérialistes. Une manifestation le 28 août a été brutalement réprimée par la police armée de bâtons et de canons à eau. Une vidéo devenue virale montre un haut fonctionnaire du gouvernement demander à la police d'« écraser la tête des paysans ».



HOMMAGE AU PRÉSIDENT GONZALO

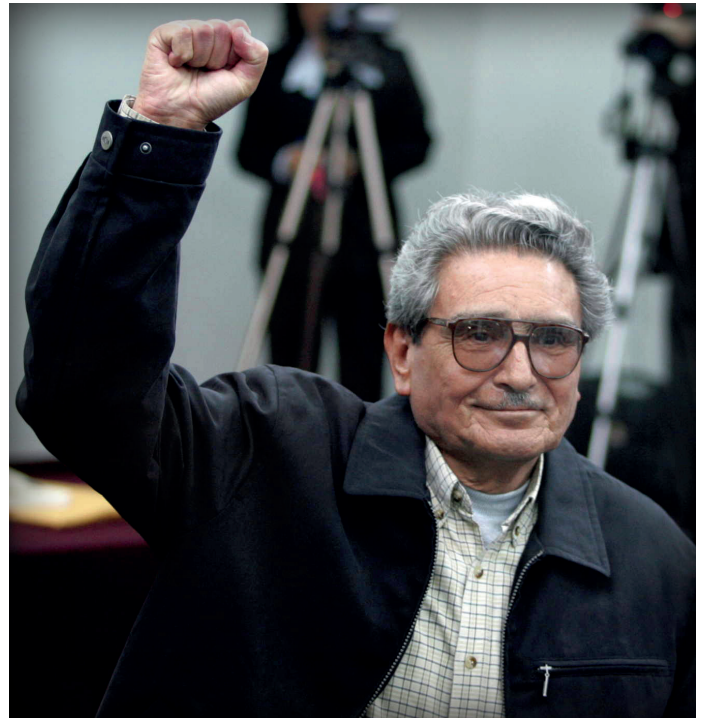
Le 11 Septembre 2021, tous les médias du Pérou ont interrompu leurs programmes pour diffuser la même information : le Dr Abimael Guzman, connu par le plus grand nombre sous le nom de Président Gonzalo, était décédé. Depuis 1992, il était emprisonné sur la Base Navale de Calao, une prison de haute sécurité, où il vivait enfermé dans une petite cellule, à l'isolement, sans contact avec le monde extérieur. Pendant plus de 40 ans, il a été l'ennemi public n°1 de l'État péruvien.

QUI ÉTAIT LE PRÉSIDENT GONZALO ?

Il est né au Pérou, en 1934, dans un pays en crise. La société péruvienne est divisée : les indigènes et métis, qui composent une grande partie de la population du pays, vivent dans des conditions misérables, le racisme fait rage. Les problèmes du Pérou sont hérités de son passé colonial et de sa soumission aux grandes puissances comme l'Espagne, puis l'Angleterre et finalement les États-Unis : les paysans pauvres sont privés de leur terre, meurent de faim et sont durement traités par des propriétaires qui se comportent envers eux comme un maître avec des esclaves. 70 % des terres sont possédées par 2 % des propriétaires. Sur les villes côtières comme la capitale Lima, la misère règne pour le peuple. La guerre contre l'Équateur, la dictature militaire, la répression des syndicats et des politiques révolutionnaires : voilà le contexte dans lequel le jeune Abimael Guzman grandit.

A Arequipa, où il étudie, il est influencé par les œuvres de José Carlos Mariatégui, le fondateur du Parti Communiste du Pérou. Il tire de ces essais des leçons essentielles pour la société péruvienne. Dans les textes de Mariatégui, on trouve les réponses aux questions brûlantes du Pérou : l'économie du pays, le problème de la terre, la situation des indigènes, le facteur religieux... Déjà très jeune, Abimael Guzman se forme au marxisme, il assimile l'importance de s'organiser pour résoudre les problèmes de la société péruvienne à travers la voie révolutionnaire.

En 1962, il s'installe durablement à Ayacucho, dans les Andes péruviennes. Au milieu des montagnes, il voit tout autour de lui la misère de la majorité de la population du pays. Encore aujourd'hui, la région d'Ayacucho compte plus de 70 % de taux de pauvreté. Il apprend la langue des populations indigènes locales, se lie avec de nombreux jeunes venus étudier. Grâce aux programmes du Parti Communiste de Chine, il voyage dans la Chine Rouge en 1965 et apprend directement auprès des révolutionnaires, des ouvriers et des paysans chinois. Puis il y retourne au début de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et découvre la Pensée Mao. Ces voyages, qu'il qualifie « d'inoubliables » le conduisent à réétudier Mariatégui, et à son retour au Pérou, avec ses camarades, ils entament le « travail sérieux », c'est-à-dire la préparation concrète de la révolution.



POURQUOI LE PRÉSIDENT GONZALO EST-IL SI IMPORTANT POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER ?

Pendant des années, de manière méthodique, le Camarade Gonzalo, son nom de Parti, forme la fraction du Parti Communiste du Pérou à partir d'Ayacucho. Accompagné par d'autres grands camarades comme Augusta La Torre, la Camarade Norah, il mène la lutte sans arrêt pour le Parti. A cette époque au Pérou, des soi-disant « communistes » souhaitent liquider les perspectives d'une révolution, se ranger derrière les soviétiques, ou bien lancer une insurrection inspirée par Cuba. Face à toutes ces idées incorrectes, Gonzalo appuie la reconstitution du Parti Communiste du Pérou tout au long des années 1970. Enfin, en 1980, cette reconstitution est complète, et le 17 mai, la guerre populaire est lancée avec l'incendie d'urnes électorales dans le village de Chushi.

Celle-ci se répand comme une traînée de poudre. Elle organise principalement les paysans pauvres, d'abord à Ayacucho, et bientôt, dans toutes les régions du Pérou. Dans les villes du Pérou, où sévit la crise économique, dans les bidonvilles, le mouvement révolutionnaire s'installe, parvient à mener la guerre populaire. Le Camarade Gonzalo devient connu sous le nom de Président Gonzalo, Président du Parti Communiste du Pérou, homme le plus recherché par tous les services de police du pays et par les services secrets, notamment américains.

Les paysannes et paysans, principalement les pauvres, les ouvrières et ouvriers, les étudiantes et étudiants... la révolution au Pérou unit sous la direction du prolétariat les larges masses péruviennes, et le

LE CHEMIN DU POUVOIR

Président Gonzalo est reconnu comme son dirigeant. Le Parti Communiste du Pérou libère de larges zones, où une nouvelle République populaire s'organise. Dès 1983, l'État péruvien réagit en envoyant l'armée écraser la révolution, en tentant d'organiser des groupes de paysans riches réactionnaires pour commettre des massacres.

Les médias bourgeois, qui ont tous parlé du Président Gonzalo le 11 septembre 2021, le jour de sa mort, rapportent mensonge sur mensonge à son sujet. Ils cherchent à détruire l'histoire de la révolution au Pérou, à salir son nom. Ainsi, on a pu lire en France que le Président Gonzalo serait le « Pol Pot des Andes », responsable de « 70 000 morts » ou d'autres absurdités.

Dans la guerre populaire, le premier criminel, c'est l'État péruvien et ses maîtres impérialistes, en premier lieu les américains. Avec leurs opérations de contre-insurrection, ils ont commis de nombreux massacres. Par exemple, en 1986, où l'État péruvien a bombardé ses propres prisons et tué plusieurs centaines de révolutionnaires et de communistes car ils avaient su utiliser la prison pour faire de l'agitation et continuer la lutte pour la guerre populaire, même enfermés ! Ou encore lors de la présidence du dictateur Fujimori, dans les années 90, quand plusieurs centaines de milliers de femmes et d'hommes indigènes ont été stérilisés de force afin d'éviter qu'ils ne « fassent naître des révolutionnaires ». Voilà qui sont les vrais terroristes, et pas les paysans péruviens qui se soulèvent contre leur oppression.

Les mensonges au sujet de la révolution au Pérou et du Président Gonzalo proviennent des institutions bourgeoises, car pour la première fois au Pérou, elles ont été durablement menacées. C'est le poids que doivent porter tous les révolutionnaires. L'écrivain soviétique Gorki disait de Lénine, le grand communiste russe : « Et si la nuée de haine qu'il a suscitée, la nuée de mensonges et de calomnies amassés autour de son nom, était encore plus épaisse, peu importe : il n'est

pas de force qui puisse obscurcir le flambeau levé par Lénine dans les ténèbres étouffantes du monde en démente ». Lénine a mené la révolution au beau milieu de la boucherie de la Première Guerre Mondiale. Gonzalo a mené la révolution alors que la bourgeoisie toute entière proclamait que le communisme était mort avec la chute de l'URSS. C'est cela qui inspire dans tous les pays du monde.

La guerre populaire au Pérou a jeté par terre le vieil État, et 40 ans après, celui-ci est toujours en crise. Aujourd'hui encore, la défense de la révolution, la défense du Président Gonzalo, tout cela est durement réprimé par l'État péruvien. La révolution hante toujours les esprits des classes dominantes au Pérou, car celle-ci leur a passé la corde au cou. Encore aujourd'hui, les communistes du Pérou portent de la révolution initiée en 1980. Voilà pourquoi le Président Gonzalo est si important : il fait partie de ces grands dirigeants qui ont poussé jusqu'au bout et initié un grand mouvement révolutionnaire.

QUE DEVONS-NOUS APPRENDRE DU PRÉSIDENT GONZALO ?

En 1992, lorsqu'il a été capturé avec des membres du Comité Central du Parti Communiste du Pérou, la vie du Président Gonzalo était en danger. Comme dans de nombreuses autres révolutions, l'objectif de l'État péruvien était de mettre un terme à l'influence de Gonzalo. En Turquie par exemple, le grand dirigeant Ibrahim Kaypakkaya avait été tué par l'État après son arrestation. Le 24 septembre 1992, devant toutes les télévisions du Pérou et du monde, le Président Gonzalo est présenté, habillé en habit rayé de prisonnier, dans une cage. C'était une tentative d'humiliation. Mais le Président Gonzalo a su retourner le plan de la bourgeoisie contre elle-même. Il a profité de cette occasion pour donner un discours dans lequel il a dit : « Nous nous battons dans ces tranchées parce que nous sommes communistes ! Nous nous battons aussi parce que nous défendons les intérêts du peuple, les principes du Parti et les



LE CHEMIN DU POUVOIR

idéaux de la guerre populaire ! C'est ce que nous faisons, ce que nous sommes en train de faire et ce que nous continuerons à faire ! Nous sommes ici dans des circonstances que certains considèrent comme une grande défaite. Ils rêvent. Aujourd'hui, nous leur disons que c'est à peine un détour sur la route. Rien d'autre ! Un détour sur la route. Et même si la route est longue, nous la traverserons complètement. Nous arriverons à notre but et nous gagnerons ! Vous le verrez ! ».

C'est cette vérité, que la lutte est prolongée, que les embûches sur la route de la révolution ne sont que des détours vers la victoire, qui résonne avec le Président Gonzalo. Pendant les 29 années qui ont suivi, le Président Gonzalo a été enfermé à double-tour sur une base militaire navale. L'État péruvien a tenté de lui enlever toute expression, de le museler, de le conduire à la mort par des mauvais traitements, le harcèlement judiciaire etc. Au sein du Parti Communiste du Pérou, des lignes liquidatrices sont apparues, soutenues par des « dirigeants » qui se sont révélés renier la révolution. Ils ont accompagné directement et indirectement l'État péruvien et les impérialistes américains dans la répression de la guerre populaire, qu'ils veulent enterrer complètement. Mais à ceux-là, le discours donné par Gonzalo répond : la seule ligne juste est celle de la lutte révolutionnaire jusqu'au bout, contre le défaitisme.

Le Président Gonzalo a donné au prolétariat international une contribution essentielle : il a porté l'unité derrière le maoïsme, la troisième et supérieure étape du marxisme, pour le monde entier. C'est grâce à la guerre populaire prolongée au Pérou que des communistes partout se sont formés, comme en France le Camarade Pierre. Défendre le Président Gonzalo, c'est donc défendre le maoïsme.

Sur le plan idéologique, le Président Gonzalo a développé la compréhension philosophique du marxisme, il a affirmé la thèse du Président Mao sur le capitalisme bureaucratique, la guerre populaire, la révolution culturelle et sur bien d'autres points, il a donné des leçons universelles sur le Parti et la révolution dans le monde entier. Reprenant le flambeau de Mariatégui, il a développé la pensée-guide pour une révolution au Pérou, la Pensée Gonzalo. Tout cela, il l'a fait principalement en étant immergé dans la lutte de classes dans son pays et dans le monde entier, en reconstituant le Parti et surtout en entreprenant la guerre populaire au Pérou.

Voilà pourquoi les communistes du monde entier célèbrent le Président Gonzalo. Citons à nouveau Gorki, car ses paroles à propos de la mort de Lénine résonnent dans notre hommage au Président Gonzalo : « Les héritiers de sa raison et de sa volonté sont vivants. Ils vivent et travaillent avec succès, comme jamais personne, nulle part dans le monde, n'a travaillé. ». Celles et ceux qui se lèvent et marchent sans compromis sur la voie de la révolution sont toutes et tous dignes de sa succession.

LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR



WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

LES LOIS SUR L'AVORTEMENT : UN CAS D'ÉCOLE SUR LES POLITIQUES PATRIARCALES DE L'ÉTAT BOURGEOIS

Ces dernières semaines, la question de l'avortement a fait les gros titres. En effet, l'État du Texas, aux États-Unis, a passé une loi particulièrement restrictive à ce sujet. En décidant d'interdire l'avortement après 6 semaines, ce qui n'est même pas suffisant pour la plupart des femmes pour apprendre qu'elles sont enceintes, le Texas s'est doté d'une des législations les plus dures du pays. 12 autres États des États-Unis, sur 50, avaient adopté des mesures similaires ces dernières années. Cela va contre les droits constitutionnels garantis pour les femmes aux États-Unis. Pourtant, la Cour Suprême, plus grande institution judiciaire du pays, a approuvé l'entrée en vigueur de la loi.

Les États-Unis ne sont pas le seul pays où le mouvement de restriction de l'avortement se traduit dans des lois. République Dominicaine, Pologne, voilà quelques pays qui ont restreint leurs lois sur l'avortement ces dernières années. D'un autre côté, des pays comme la Thaïlande ont entériné la « dépenalisation » de l'avortement, qui était pratiqué massivement de manière illégale et dangereuse. Là où l'avortement n'est pas remis directement en question par le gouvernement, comme en France, ce sont les forces politiques les plus réactionnaires qui s'y attaquent systématiquement. Par exemple, le Rassemblement National (RN) a plusieurs fois tenté de faire baisser les budgets médicaux, dans le but d'en faire diminuer mécaniquement le nombre.

Lorsque ces politiques sont mises en place par les États bourgeois, la résistance est de mise. Bien sûr, il y a des mouvements de contestation : cela a été le cas au Texas en 2021, où des dizaines de protestations ont eu lieu de diverses manières. Par exemple, des manifestantes se sont déguisées en « servantes

écarlates » avec de longues robes rouges, issues du roman et de la série du même nom, qui racontent des États-Unis parallèles ayant adopté les lois les plus réactionnaires sur la famille et les droits des femmes. L'État fédéral lui-même a réagi après avoir vu le tollé médiatique provoqué par cette loi. En Pologne, un grand mouvement de masse principalement animé par des femmes avait vu le jour en 2020 lors des annonces des restrictions. Cela montre les larges réactions à ces attaques.

Mais pourquoi ces nouvelles lois ? En général, la législation sur l'avortement a été entérinée il y a plusieurs dizaines d'années, surtout dans les pays occidentaux. En France, cela date de 1975, plus de 45 ans ! Alors pourquoi en parler maintenant ?

C'est que, l'avortement est le cas d'école parfait des politiques patriarcales de l'État bourgeois. Après avoir « donné » des droits, ce qui signifie qu'il a cédé à la pression populaire sur un sujet donné, cet État est toujours en mesure de les reprendre. C'est ce qu'il se passe aux États-Unis. La montée des élus réactionnaires dans la politique américaine, leur domination éhontée de certains États, leur confiance grandissante et leurs liens avec les milieux évangélistes les plus conservateurs... tout cela a rendu d'autant plus facile et forte leur charge contre les droits des femmes au Texas. Des droits, qui étaient pourtant supposés être constitutionnels (!), les « représentants » texans n'ont pas hésité à se mettre d'accord pour tirer un trait dessus.

Cela nous donne une leçon sur l'État bourgeois et son droit, ses lois. Ce qu'il prescrit, ce qu'il interdit, tout dépend de la bourgeoisie, et jamais des aspirations des larges masses. Vouloir changer la nature de



l'État bourgeois de l'intérieur, en pensant que les droits seront garantis malgré toutes les attaques réactionnaires, c'est se bercer d'illusions. Nous avons déjà parlé de ce sujet dans notre article récent sur le mouvement des femmes en Turquie.

Dans ce pays, comme dans l'exemple des États-Unis, les femmes sont les premières à faire les frais des réformes réactionnaires de l'État. Et encore une fois, l'exemple de l'avortement montre que sur ce sujet comme sur tous les autres, la bourgeoisie et le prolétariat n'ont rien à voir. En effet, les femmes bourgeoises étatsuniennes pourront se permettre plus facilement que les autres, malgré la loi texane, d'aller à l'étranger ou dans un autre État pratiquer un avortement par exemple. Pour les femmes des masses qui subissent une grossesse non volontaire, en particulier à l'adolescence, la seule solution sera l'avortement illégal, particulièrement dangereux. Surtout que le Texas ne s'est pas contenté de

restreindre le droit à l'avortement, mais a aussi créé les moyens d'encourager la délation à ce sujet avec des incitations financières à la clé.

En conclusion, nous pouvons dire que les lois sur l'avortement sont très représentatives de la dynamique portée par les réactionnaires, pas seulement aux États-Unis, mais dans de nombreux pays du monde. Il est important de ne pas inverser les rôles. L'État bourgeois au Texas et ses lois ne sont pas « victimes » de ces réactionnaires, ils sont au contraire leurs outils pour rogner sur les droits, pour attaquer les masses, particulièrement les femmes, et renforcer l'exploitation et l'oppression pour leur compte. Aucune victoire acquise au sein de l'État bourgeois n'est garantie. Ce récent scandale prouve que ce que cet État a « donné », il n'hésite pas à le reprendre lorsque la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie est en mesure de l'imposer. Face à cela, la lutte est belle et bien la seule voie.

« C'EST TOUS CES GRAINS DE SABLE QUI POURRONT FAIRE LE CIMENT D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE »

Classe moyenne – Les révoltés est un bon documentaire à voir d'Arte, réalisé par Frédéric Brunquell, qui nous fait suivre le quotidien de 3 Gilets jaunes. Sorti en juin, il est disponible jusqu'au 3 décembre en replay.

Il ne faut surtout pas s'arrêter au titre. Frédéric Brunquell a fait le choix du terme de « classe moyenne », et la description d'Arte indique que Vanessa, Pierre et Anne-Lise — nos 3 protagonistes — appartiendraient à la « petite classe moyenne ».

Pendant le mouvement des Gilets jaunes, la propagande bourgeoise, notamment à travers ses médias, n'a pas arrêté de vouloir faire croire qu'en fait les Gilets jaunes, c'est la révolte de la classe moyenne, des ruraux, de la province, du périurbain, de la « France périphérique », créant volontairement une confusion entre toutes ces catégories. C'est une confusion qu'on pourrait relier à l'essai du géographe français controversé Christophe Guilluy La France périphérique : Comment on a sacrifié les classes populaires paru en 2014, dont la thèse pourrait se résumer à : à la campagne vivent les Blancs, en banlieue les immigré.e.s et leurs descendant.e.s. Ce sont des idées largement diffusées par l'extrême droite, par exemple par Éric Zemmour qui pouvait affirmer pendant le mouvement des Gilets jaunes « Deux peuples, deux mondes, deux France ».

Ainsi, la véritable classe travailleuse, la « classe moyenne » blanche de la « France périphérique » pavillonnaire, aurait constitué les contingents des manifestations des Gilets jaunes, tandis qu'en banlieue, on aurait à faire à une population immigrée, au chômage, profitant des aides sociales, qui elle se révolte dans ses quartiers de façon nihiliste et n'aurait eu aucun rapport avec les Gilets jaunes.

Évidemment, toutes celles et ceux qui ont lutté dans ces manifestations savent que l'on avait à faire au prolétariat en lutte dans son ensemble, et d'ailleurs principalement de banlieue/quartiers populaires urbains puisque c'est là que vit la majorité de la population, n'en déplaise à ceux qui croient qu'un banlieusard est forcément un jeune.

Vanessa, Pierre et Anne-Lise ne font pas partie d'une « classe moyenne » seulement parce qu'ils sont propriétaires de pavillons, c'est une fausse idée que de penser cela. C'est un aspect négatif du documentaire, de tenter de s'inscrire dans le cadre de ces idées fausses (pourtant complètement balayées par nos protagonistes) et ne pas se focaliser sur des comités de Gilets jaunes de quartiers populaires urbains, plus représentatifs du prolétariat tel qu'il est réparti géographiquement, mais moins politiquement correct.

Le documentaire se déroule dans la petite commune de Sainte-Tulle dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Anne-Lise, Vanessa et Pierre y résident et se sont liés d'amitié à travers le mouvement sur les ronds-points.

Anne-Lise est aide-soignante, son mari est technicien aéronautique. D'emblée, elle résume la situation du prolétariat « Notre classe est en mode survie, tout le temps. ». Elle et son mari sont propriétaires de leur maison car ils se sont endettés sur 25 ans avec un haut niveau d'endettement « C'est ça le but, quand on est pris à la gorge, on se tait, on dit rien, on fait. C'est une manière de soumettre les gens. ».

Vanessa est psychologue. Elle s'était reconvertie à 35 ans en quittant son boulot de commerciale pour

reprendre des études et avait déménagé du nord pour s'installer ici. Elle touche 1612 €, comme tous les prolétaires calcule tout, tout le temps, sans trop d'écarts possibles, avec des difficultés pour aller en vacances.

Pierre est artisan métallier et formateur pour adultes en reconversion. Arborant fièrement le drapeau jaune sur le toit de sa maison, Pierre nous dit avec conviction « Faut qu'on trouve un autre modèle, y'a que ça qui nous sauvera ! », « Plus ça va, plus y'a la précarisation et d'autres qui se gavent de plus en plus... sur le dos des autres !! C'est ça qu'il faut qu'on arrive à changer ! ».

Ces 3 sœurs et frères de classe tout au long du documentaire nous partagent leurs réflexions d'ouvriers d'avant-garde et nous montrent leur lutte et comment cela s'articule avec leurs vies : travail, vie de couple, de famille, organisation pour aller en manifestations à Paris, tractage sur les ronds-points, confection de banderoles, drapeaux, solidarité envers des réfugiés mis dehors localement, etc. Leurs mots sonnent tellement juste et témoignent d'une forte conscience de classe qui a émergé à nouveau en France. Anne-Lise nous dit : « On vit ici, on a des enfants, nos familles... c'est NOUS qui vivons dans ce monde, dans ce pays. Autant se battre pour vivre, mais vivre comme on l'aura décidé ! Se lever le matin, être content d'aller travailler, pas avoir la boule au ventre, ne pas dormir en pensant aux comptes. Aller au ciné, restaurant, avoir du chauffage l'hiver. On va y arriver ! Parce qu'on peut plus continuer comme ça, c'est pas possible. ». Les mots de Pierre sont puissants et montrent à quel point le mouvement des Gilets jaunes a bouleversé notre société : « Je me

suis jamais retrouvé dans cette société individualiste. On nous pousse tous à être les uns contre les autres, pour tout : consommation, carrière professionnelle... Globalement, la société nous pousse à nous diviser. Grâce aux Gilets jaunes, je me suis dit ça y'est, on peut générer une énergie nouvelle tous ensemble, construire quelque chose de nouveau. ».

Vanessa quant à elle, insiste sur l'effroyable dédain de la bourgeoisie envers le peuple au sujet des moyens de santé organisés pour lui et le traitement du personnel : « Je suis quelqu'un d'en colère parce que je trouve que la société ne prend pas soin des gens [...] Les métiers qui s'occupent de l'humain, du social, n'ont pas de valeur, sont sous-payés, les femmes qui s'occupent des personnes en EHPAD, des handicapé.e.s, c'est des salaires de MISÈRE ! La classe dirigeante s'essuie les fesses avec nos visages au quotidien, avec un non-complexe avéré ! ». Elle esquissera plus loin dans le documentaire la société socialiste pour laquelle nous luttons à la Cause du Peuple, planifiée par et pour les travailleurs et opposée à l'anarchie de la production capitaliste : « La force d'un pays, c'est sa population. On a tous des savoir-faire et des savoir-être, c'est tous ces grains de sable qui pourront faire le ciment d'une société nouvelle, articulée, pensée. ».

Ce documentaire est à voir pour nous rappeler que lorsque des épisodes de la lutte de classe comme celui des Gilets jaunes surviennent, cela impacte profondément les consciences des prolétaires et crée tout une frange d'ouvriers très avancés politiquement et déterminés pour détruire le capitalisme qu'il nous faudra bien retrouver pour agrandir et renforcer nos rangs révolutionnaires.



JUSSIEU : GRÈVE DES OUVRIÈRES ET OUVRIERS DU NETTOYAGE

NOTE

La Cause Du Peuple est allé à la rencontre d'ouvrières et ouvriers grévistes du nettoyage afin de rédiger un article sur leur mouvement de contestation.

Depuis le 14 septembre, les salariés de la société de nettoyage Arc-en-ciel sont en grève à Paris 6. Les raisons sont simples : Arc-en-ciel, qui a pris le sous-contrat de nettoyage au début de l'année fait vivre des conditions de travail inhumaines et invivables.

Un agent de la société, avec 12 ans de service, nous raconte: "Arc en Ciel ne paye pas les heures supplémentaires- plus de 1200 selon une représentante du collectif nettoyage de la CGT, encore plus non majorées. Ils signent des contrats antidatés. Ils diminuent les contributions patronales à la retraite et changent les horaires des salariés sans les consulter. La charge de travail est abusive; par exemple, une agente âgée de 60 ans doit nettoyer 160 toilettes en 4 heures. Arc en Ciel veut une situation encore pire- de nombreux travailleurs en CDD n'ont pas eu de renouvellement de leur contrat, et donc c'est à ceux qui restent de faire leur travail ! En plus de cela, il y a un non-respect total pour le personnel. A une réunion en Juillet, un responsable d'exploitation a menacé les salariés, disant "qu'il avait un chien dressé pour les Arabes et les Africains". **Face à ça, il y n'a qu'une option : la grève !**

Les salariés revendiquent : aucun changement d'horaires ou de poste, pas de licenciement, pas d'augmentation de la charge de travail, le paiement des heures non-payées ou non majorées, la fourniture de produits à la hauteur des besoins, sains et non allergisants, la réembauche des CDD non-renouvelés en CDI, et le départ du responsable raciste (ceci a été obtenu le cinquième jour de grève).

Cette grève, unanime de la part de salariés, compte maintenant le soutien de nombreux syndicats et organisations politiques, comme nous l'avons constaté au rassemblement le 21 septembre. Plusieurs laboratoires ont rédigé des motions de soutien à la grève, et Michel, un syndicaliste à la CGT nous confirme que l'administration de la faculté a aussi demandé que Arc en Ciel négocie avec ses salariés.



Malheureusement, ces conditions minables sont communes. La CGT a Jussieu a porté plainte contre Labrenne, le sous-traitant qui a précédé Arc en Ciel, pour des congés impayés. Nous devons mettre fin à la sous-traitance pour des fonctions essentielles (dont le nettoyage des locaux fait clairement partie) pour riposter contre la casse de l'enseignement supérieur ! Car si les facultés traitent avec des sociétés comme Arc en Ciel, c'est pour économiser. La sous-traitance dispense l'université d'employer du personnel titulaire propre à l'éducation nationale, soumis au règlement intérieur de l'enseignement supérieur et non seulement au code du travail. Dans un appel d'offre, des organismes publics sont contraints de choisir l'option la moins chère, donc ils choisissent Arc en Ciel, qui promet des services très peu chers et pour cause : leurs bas prix se font sur le dos de salariés !

Dans le contexte actuel, les abus des sous-traitants continueront, car c'est beaucoup plus compliqué de lutter lorsque l'on est pas rattaché directement à un employeur ou à la structure dans laquelle on travaille. Cela permet d'exiger des charges plus lourdes et de l'exploitation plus intense. La crise du système demande des économies et de l'austérité. Pour se prolonger, le capital détruira toute solidarité sociale. Déjà, l'enseignement supérieur et la recherche sont de plus en plus précarisés par la contractualisation de rôles anciennement titulaires et la mise en concurrence de laboratoires pour des financements de projet. Cette tendance est à la hausse, comme elle l'est dans la société en général. Il est nécessaire de changer intégralement la société afin de l'enrayer.

ABONNEMENT / CONTACT

Contactez-nous si vous souhaitez :

- > Envoyer un article / une production artistique
- > Donner votre avis / faire des propositions
- > Diffuser le journal dans votre quartier

causedupeuple@protonmail.com

[Twitter](#) [Instagram](#) [Facebook](#) @cause_du_peuple

ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !